

La Communauté européenne est désormais un pilier essentiel et apprécié du système international. Une Europe en voie d'union est un facteur de prospérité et un déclencheur de l'expansion du commerce. Une coopération accrue dans les domaines de la politique et, à terme, de la sécurité garantira une coordination et un consensus européens qui ne peuvent qu'aboutir à un renforcement de la stabilité internationale.

Mais, Monsieur le Président, un mur divisant l'Europe ne peut être remplacé par un mur entourant l'Europe. Deux blocs imperméables ne peuvent faire place à un nouveau bloc moins ouvert qu'aujourd'hui au dialogue et à la coopération, qu'il s'agisse de politique, de commerce ou de sécurité. La nouvelle Europe doit être une Europe ouverte, tant vis-à-vis de l'Ouest que de l'Est.

Bien sûr, le Canada n'est pas membre de la Communauté européenne. Mais nous sommes des commerçants. Et nous portons un vif intérêt aux questions de politique étrangère, qui font de plus en plus l'objet de la coopération politique européenne.

Voilà pourquoi le Canada offre maintenant de renouveler et d'intensifier sa relation avec la CEE. Nous proposons que le Premier ministre du Canada et le Président du Conseil de l'Europe se rencontrent à intervalles réguliers et que viennent s'y ajouter, également à intervalles réguliers, des discussions en profondeur entre le ministre des Affaires extérieures du Canada et son homologue de chacune des nouvelles présidences. Des fonctionnaires canadiens et des experts de la CEE devraient aussi se réunir périodiquement pour examiner des questions d'intérêt commun. En outre, nous estimons qu'il serait bon de nous faire mutuellement part de nos priorités au début de chaque présidence pour établir l'ordre du jour de la période à venir.

Enfin, j'ai été séduit par la proposition que m'a faite le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères, M. Genscher, d'une Déclaration CEE - Amérique du Nord qui viendrait confirmer les principes et l'intérêt que nous partageons à l'égard de l'ouverture et d'une plus grande coopération. Une réaffirmation générale de la relation transatlantique serait certainement utile.

Dans le domaine du commerce, le défi est de taille. Le gouvernement a déjà fait connaître la stratégie qu'il a élaborée pour aider l'industrie canadienne à être à la hauteur des possibilités et des exigences que le Marché européen unique de 1992 entraînera pour tous les commerçants. Cependant, je crois aussi qu'il y aurait peut-être lieu, à la conclusion de l'Uruguay Round des Négociations commerciales multilatérales, d'examiner l'opportunité d'un arrangement officiel de libéralisation du commerce entre le Canada et la CEE, qui pourrait inclure les États-Unis - ou même d'autres membres de l'OCDE.